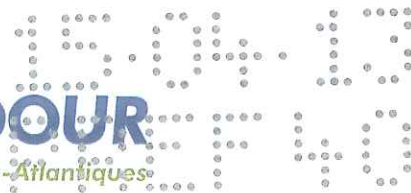




INSTITUTION ADOUR

Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques



Siège : Conseil Général des Landes

Président : Monsieur Jean-Claude DUZER

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Mercredi 27 mars 2013 à 14h

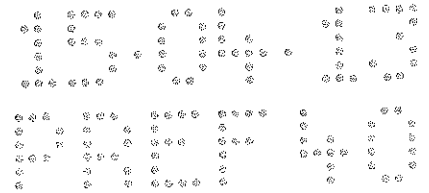
Maison de l'Eau
à Jû-Belloc

EXTRAIT DU PROCES VERBAL

Etaient présents : Mme LAFITTE, MM AUROY, CASTET, CHANTRE, COUTURE, DARRIEUX, DUBERTRAND, DUZER, FAUQUE, GUILHAS, LAHOUN, LAJUX, PASTOURET, PAYROS, SOUDAR

Etaient excusés : MM BEAUQUESTE, CABE, CASTAINGS, SUBSOL, VERDIER

DOSSIER III - PROGRAMME D' ACTIONS



Réalisation d'une retenue collinaire sur le ruisseau de la Barne (32)

Exposé des motifs :

L'Institution Adour a délibéré sur la nécessité de créer une retenue collinaire en rive droite de la vallée de l'Adour et en rive gauche de la vallée de l'Arros.

Cette retenue se situera sur le ruisseau de La Barne en nord-est du croisement de la route départementale RD 373 et du chemin qui mène à Jû-Belloc à proximité du lieu-dit « Les Tachouères », sur les communes de Jû-Belloc et de Plaisance du Gers.

La retenue permettra de stocker un volume d'eau de 1 000 000 m³ sur une superficie de 20,3 ha.

L'objectif de cette retenue est de se substituer à une partie de la dérivation de l'Adour aux Charrutots en période d'étiage afin de sécuriser le débit de l'Adour à Aire sur l'Adour et donc de retarder la mise en place du plan de crise, ce qui justifie son utilité publique.

Cette retenue, constituant avec les réservoirs de Cannet et Corneillan, le complexe gersois, est d'ailleurs intégrée dans le Plan de Gestion des Etiages Adour Amont révisé en cours d'approbation et a été retenue par le Ministère du Développement Durable, des Transports et du Logement et du Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche, de la Ruralité et de l'Aménagement du territoire comme prioritaire dans son rapport sur les retenues de stockage d'eau du Bassin Adour-Garonne de novembre 2011. Le site de La Barne a été retenu car il présente des caractéristiques morphologiques optimales permettant d'optimiser le rapport volume d'eau stockée/volume de terre nécessaire à l'édification du barrage.

Dans le cadre de ce projet, diverses autorisations administratives doivent être demandées ainsi qu'une demande de mise à enquête publique pour la réalisation d'une retenue collinaire sur le ruisseau de La Barne (32).

L'essentiel des terrains a été mobilisé à l'amiable ou par voie de préemption, néanmoins certaines parcelles restent à maîtriser pour pouvoir réaliser les travaux. C'est pourquoi une procédure de Déclaration d'Utilité Publique doit être engagée, en application de l'article L. 11-1 du Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique, nécessitant une enquête préalable. La liste des propriétés à acquérir étant établie, l'enquête parcellaire peut être ouverte. En application de l'article L. 11-21 du Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique, l'enquête parcellaire peut être menée en même temps que l'enquête préalable à la DUP.

En application de l'article L. 214-9 du Code de l'Environnement, une déclaration d'utilité publique après enquête publique doit être autorisée pour un aménagement hydraulique tel que le projet porté par l'Institution Adour.

.../...

Parallèlement à la procédure de Déclaration d'Utilité Publique, un dossier de demande d'autorisation au titre des articles L. 214-1 à L. 214-11, procédure d'autorisation loi sur l'eau, doit être déposé auprès des services de l'Etat compétents.

En application de l'article L. 211-7 du Code de l'Environnement, une autorisation de Déclaration d'Intérêt Général est sollicitée ainsi qu'une enquête publique préalable.

De même et au sein de la même enquête, en application de l'article L. 211-7 du Code de l'Environnement et de l'article L. 152-14 du Code Rural, il sera institué une servitude dite d'aqueduc au profit de l'Institution Adour, ou de l'exploitant désigné par elle, sur les parcelles désignées dans l'enquête parcellaire afin de permettre l'exécution des travaux, l'exploitation et l'entretien de l'ouvrage.

Ces enquêtes peuvent être conduites conjointement par un même commissaire enquêteur ou une même commission d'enquête, désignés par le Président du Tribunal Administratif. L'organisation de ces enquêtes ainsi menées conjointement fait l'objet d'un seul arrêté qui précise l'objet de chacune d'elles.

Conformément à la délibération du 22 juillet 2008, le dossier d'enquête publique a été enregistré auprès de la Direction Départementale des Territoires du Gers le 9 février 2012. Ce dossier, en cours d'instruction, sera complété afin de permettre la prise en compte des éléments évoqués ci-avant.

La présente délibération annule et remplace la délibération du 5 décembre 2012 ayant le même objet,

Après avis favorable des Commissions,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité,

D E C I D E

Considérant que le projet de création du réservoir de la Barne répond à l'intérêt général et à un besoin d'utilité publique. Ce projet prévoit en effet de stocker un volume d'eau de 1 000 000 m³ sur une superficie de 20,3 ha.

L'objectif de cette retenue est de se substituer à une partie de la dérivation de l'Adour aux « Charrutots » en période d'étiage afin de sécuriser le débit de l'Adour à Aire sur Adour et donc de retarder la mise en place du plan de crise.

- D'autoriser le Président à saisir le Préfet pour solliciter la Déclaration d'Utilité Publique conformément au Code de l'Expropriation, l'enquête parcellaire et l'ouverture de l'enquête préalable

- D'autoriser le Président à saisir le Préfet à solliciter la Déclaration d'Utilité Publique conformément à l'article L. 214-9 du Code de l'Environnement et l'ouverture de l'enquête publique préalable

.../...

- D'autoriser le Président à engager tout acte nécessaire à la réalisation de l'enquête parcellaire puis à l'arrêté de cessibilité

- D'autoriser le Président à acquérir les parcelles nécessaires à la réalisation du projet au besoin par voie d'expropriation

- D'autoriser le lancement d'une procédure de Déclaration d'Intérêt Général en application de l'article L. 211-7 du Code de l'Environnement et l'ouverture de l'enquête publique préalable

- D'autoriser le Président à solliciter du Préfet l'arrêté déclarant l'opération d'intérêt général

- D'autoriser le Président à solliciter du Préfet l'instauration de la servitude dite d'aqueduc au titre de l'article L. 152-14 du Code Rural


- D'autoriser le Président à solliciter du Préfet l'autorisation Loi sur l'Eau au titre des articles L. 214-1 à L. 214-11 du Code de l'Environnement et l'ouverture de l'enquête publique préalable

- D'autoriser le Président à demander au Préfet du Gers de diligenter simultanément les enquêtes publiques en vue de la réalisation d'une retenue collinaire sur le ruisseau de la Barne (32)

- D'autoriser le Président ou son représentant à signer tous les documents nécessaires à la mise en œuvre de sa décision

- La présente délibération annule et remplace la délibération du 5 décembre 2012 portant sur le même objet

Le Président,


INSTITUTION ADOUR
Conseil Général des Landes
40025 MONT DE MARSAN CEDEX

Jean-Claude DUZER